Compte rendu du Comité Technique Spécial Départemental

Jeudi 16 février

Le SNUipp-FSU a lu la déclaration ci-dessous :

DECLARATION DU SNUipp-FSU 23

La politique éducative gouvernementale n'a d'autre objectif que de broyer des emplois publics. Plutôt que d'investir dans l'Éducation, en faire une réponse offensive à la crise que connaît notre pays, le président de la République M. Sarkozy et le ministre de l'Éducation Nationale, M. Chatel, poursuivent leur entreprise de démolition au nom du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Et c'est au nom de cette règle d'or libérale que le Recteur propose de supprimer encore 290 emplois dans l'Académie de Limoges (dont 131 emplois dans le premier degré) faisant de l'Académie de Limoges l'académie la plus taxée...

La Creuse paierait un lourd tribut dans ce contexte puisque votre « mission », Monsieur le Directeur Académique, est d'amputer l'École creusoise de 31 postes (soit 5% de ses emplois affectés aux écoles) pour 94 élèves de moins (!!!) tout en expliquant poursuivre « *le double objectif d'améliorer l'efficience [des moyens d'enseignement] ainsi que la qualité de l'enseignement dispensé* »: personne ne pourra vous suivre dans ce discours. La présence de près de 400 personnes (parents, élus, enseignants, citoyens, ...) samedi 11 février devant la Mairie de Guéret l'atteste. Nous réaffirmons ici, comme nous l'avons fait dans chacune des instances, que le SNUipp-FSU fera tout son possible pour remettre en cause cette taxation et faire entendre les besoins de notre département et des jeunes Creusois en terme d'Education et d'égalité des chances.

Si, sur le fond, vous ne portez pas la responsabilité de ces orientations catastrophiques, sur la forme nous avons un profond désaccord avec les pratiques mises en œuvre dans le cadre de cette carte scolaire. Vous indiquez avoir mis en place des groupes de travail avec les délégués du personnel dans vos éléments de contexte... Nous ne sommes pas dupes : ce n'est qu'une stratégie de communication qui tend à vouloir partager la responsabilité de cette carte scolaire désastreuse. Les éléments de carte scolaire ont été distillés au compte-gouttes empêchant tout « travail » et toute discussion concrète. Pire, les échanges autour des effectifs des écoles n'ont été que perte de temps puisque les documents prévus pour les instances étaient envoyés avant même d'avoir été discutés... Par contre, si, nous, délégués du personnel, n'avons pu obtenir d'informations sur les orientations portées, nous avons pu les connaître par les élus et les associations. Ici, un élu assure ses administrés de la certitude de ne pas avoir de fermeture sur son RPI après contact avec son député... Là, alors même que le dialogue était inexistant, l'encadrement s'autorisait même à appeler « des collègues » pour dénoncer la responsabilité des représentants du personnel dans la fermeture de telle ou telle classe : nous vous demandons ici de vous en expliquer.

Ce fonctionnement est bien loin de la conception que nous avons de notre rôle défini par des textes réglementaires. ***Ces pratiques font planer la suspicion sur les valeurs d'équité et de transparence qui doivent commander ces opérations de carte scolaire.***

C'est pourquoi nous vous avons demandé dans notre courrier du mardi 14 février de clarifier un certain nombre de points qui sèment le trouble dans la profession à commencer par les critères et la démarche qui vous conduisent à établir la liste des écoles à l'étude dans le cadre de la charte de 2006 sur les services publics en milieu rural.

Nous attendons de ce Comité Technique Spécial Départemental qu'il puisse jouer pleinement son rôle : nous souhaitons que les éléments de transparence soient donnés, que chaque mesure soit justifiée au regard de situations semblables. Les délégués du SNUipp et de la FSU ont l'intention de jouer pleinement le rôle que leur a confié la profession, encore faut-il qu'on leur en donne les moyens !!!

Fabrice Couegnas demande donc des explications quant aux affabulations d'une IEN (qui n'a pas assisté au « groupe de travail » du vendredi 3 février) en direction d'un collègue annonçant par téléphone que les délégués du personnel, SNUipp-FSU en l'occurrence, auraient « incité » le DA à fermer une classe dans l'école concernée. Le SNUipp-FSU considère ces allégations mensongères et scandaleuses comme inacceptables et demande des explications claires ce jour. Il rappelle que le SNUipp-FSU est un fervent défenseur de l'école publique, il en a à maintes reprises fait la démonstration et ne peut accepter de tels agissements.

Le DA répond que cela n'était pas possible. Il condamnerait la pratique si cela s'avérait vrai. Il confirme toutefois que le SNUipp-FSU n'a jamais demandé de fermeture de classe.

Avant la présentation du projet de carte scolaire, le SNUipp-FSU demande les critères et la démarche qui conduisent à la mise en alerte des écoles dans le cadre de la **Charte de 2006 relative aux Services Publics en milieu rural** également citée dans les éléments de contexte. Lors du CDEN du 15 février 2010, la question avait déjà été posée par le SNUipp sans plus de réponse.

Le DA répond que l'élément principal pour mettre les écoles en alerte était le critère démographique.

Stéphane Picout précise que la charte indique que toute réorganisation doit se traduire par une amélioration dans la qualité des services rendus aux collectivités ou à la population et que les services publics doivent conserver un caractère de proximité et d'accessibilité en zone rurale.

Le SNUipp-FSU demande également à avoir à disposition la liste des écoles concernées par « **la circulaire montagne** » citée dans les éléments de contexte ainsi que les projections d'effectifs à 3 ans prévues dans cette même circulaire.

Le DA fournit la liste des écoles concernés mais indique qu'aucune projection d'effectifs n'a été faite.

Le DA présente ses éléments de contexte :

Il indique que « des retraits sur l'ensemble des catégories d'emplois seront effectuées en veillant à éviter de modifier la structure de l'organisation scolaire ».

Il indique plus loin « le caractère rural du département nécessite de préserver des postes qui, en dehors de la classe, contribue au bon fonctionnement du service public d'Education : maîtres spécialisés de RASED, PE assurant une mission d'animation pédagogique, conseillers pédagogiques (maintien du potentiel, réorganisation des services) ».

Il précise que « les fermetures de classes seront étudiées en tendant à ce que les écoles concernées conservent une moyenne d'élèves par classe comparable à celle des autres écoles de même catégorie n'ayant pas connu de mesures de carte cette année ».

CHACUN POURRA JUGER DES ENGAGEMENTS PRIS A LA LECTURE DU PROJET

SNUIPP

Le DA expose son projet :

MESURES DE CARTE SCOLAIRE ENVISAGÉES EN CREUSE ANNÉE SCOLAIRE 2012/2013

Ces propositions ont été rejetées à l'unanimité. Un nouveau CTSD doit donc avoir lieu (probablement le vendredi 24 février).
Ces propositions sont donc susceptibles d'être modifiées.

Fermetures de classes (-12 et 1 transfert):

Guéret Prévert élém	: fermeture de la 7ème classe et de la 6ème classe
Aubusson Villeneuve élém	: fermeture de la 4ème classe
La Souterraine Ferry mat	: fermeture de la 5ème classe
École de Felletin élém	: fermeture de la 5ème classe
École de Mérinchal mat	: fermeture de la 2ème classe
École de Chambon élém	: fermeture de la 4ème classe
École de La Courtine mat	: fermeture de la 2ème classe
École de Vallière	: fermeture de la 4ème classe
École de St-Quentin la Ch.	: fermeture de la 3ème classe
École de Azérables	: fermeture de la 4ème classe
Aubusson Sandeau mat.	: fermeture de l'école (transfert de la classe à Villeneuve mat.)
École de Puy Malsignat	: fermeture de l'école

Fermetures en ASH (-12,5 et 1 transfert):

RASED : fermeture de **3 postes E** (La Souterraine l'Hermitte, Guéret Guéry, Boussac)

Les postes E de la Souterraine Ferry et de Guéret Prévert élém deviennent itinérants et le poste E d'Auzances est transféré à Aubusson Villeneuve

RASED : fermeture de **3 postes G** (La Souterraine l'Hermitte, Ste-Feyre, Lavaveix) et création d'1 poste G à Bonnat

RASED : fermeture du poste de **psychologue** d'Auzances

Après réorganisation, il ne reste plus que 6 postes E (La Souterraine, Bourganeuf, AubussonX2, GuéretX2), 4 postes G (Bonnat, Chambon, Aubusson, Guéret), et 7 psychologues scolaires (GuéretX2, La Souterraine, Bonnat, Chambon, Bourganeuf, Aubusson)

CMPP : fermeture de **2 postes G** (Aubusson, La Souterraine)

SESSAD (IME Felletin) : fermeture d'**1,5 poste** (0,5 Bourganeuf;0,5 Chénérailles ;0,5 Felletin)

IME La Souterraine La Roseraie : fermeture d'1 poste de **directeur** spécialisé

IMPro Le Grand-Bourg La Ribe : fermeture d'1 poste de **directeur** spécialisé

IME Guéret Grancher : fermeture d'1 poste **option D**

Autres postes (-8)

EMALA: fermeture de **2 postes** (Chacun des 4 postes passe à 1/2 poste et aura son service complété ultérieurement : on se demande quelle usine à gaz sera créée l'année prochaine quand on connaît le fiasco de cette année).

Décharges de direction : fermeture de **2 postes** (1/4 St-Sébastien, 1/4 Bénévent, 1/4 Vallière, 1/4 Azérables, 1/4 Chambon, 1/4 Aubusson Villeneuve, à Guéret Prévert élém : un poste de décharge EMF devient 1/2 poste décharge directeur application)

BM formation continue : fermeture d'1 poste (Guéret Cerclier)

BM Congés : fermeture de **3 postes** (Le Grand-Bourg, Felletin élém, Guéret Cerclier) transfert du poste d'Aubusson Sandeau maternelle à Aubusson Villeneuve maternelle.

Ouvertures de postes (+2,5)

Sannat : ouverture d'une 2ème classe

Le Grand-Bourg : ouverture d'un poste **CLIS** (troubles cognitifs)

IME Felletin : ouverture d'**1/2 poste** (autistes)

Le SNUipp-FSU est intervenu sur toutes les situations d'écoles concernées par une fermeture de classe.

Le SNUipp-FSU a dénoncé l'attaque faite aux classes maternelles : les écoles maternelles de Mérinchal, Evaux les Bains, la Courtine et Jules Ferry de La Souterraine vont se retrouver avec des moyennes par classe de plus de 27 élèves. Le SNUipp-FSU considère que l'IA mène ici une attaque en règle contre la maternelle dans la droite ligne de ce que demande le ministère...

Fabrice Couégnas demande quelle organisation pédagogique est proposée pour les écoles à 1 classe de maternelle à 27, 28, 32 élèves.

L'IA répond que les élèves de Grande Section pourront être scolarisés à l'école élémentaire.

Fabrice Couégnas indique qu'il semble étonnant qu'un directeur départemental d'une administration puisse donner des consignes concernant les prérogatives d'un élève... C'est une drôle de conception du débat démocratique qui devrait entourer l'École.

Aubusson : Le SNUipp-FSU interroge sur la raison qui fait que l'école Jules Sandeau est la cible des cartes scolaires successives. *Pas de réponse du DA*

Quelle proposition d'organisation pédagogique à Villeneuve élémentaire ? On peut déplorer le manque de dialogue dans ce dossier. L'IEN indique que la répartition reste à l'identique. A noter, que, cette année, lors d'un remplacement non assuré, les élèves ont dû rester dehors car ne ils ne pouvaient être accueillis dans des classes qui ne peuvent accueillir plus de 18 élèves...

Vallière/RPI La Nouaille/St Yrieix La Montagne : le SNUipp-FSU fait remarquer que l'IA porte l'entière responsabilité de la fragilisation du maillage des écoles dans ce secteur... En fixant des objectifs toujours plus hauts pour le maintien de la 2nde classe de St Yrieix, le DA a organisé la mobilité de la population scolaire et s'en félicitait dans la presse. La conséquence est cruelle : le RPI n'a que 2 classes dans le projet 2012 et Vallière perd 1,25 poste.

RASED : Le SNUipp-FSU indique qu'il a toujours entendu de la part du DA un discours favorable aux RASED or, en 2 ans, 10 postes ont été supprimés : le SNUipp demande donc comment l'IA envisage de prendre en charge dans le département la Grande Difficulté Scolaire. Fabrice Couégnas demande au DA de présenter son Projet Départemental d'articulation des aides aux élèves en difficultés (*cf négociation préalable du 31 mars 2011*)

Le DA indique qu'il ne veut pas présenter son Projet le jour où il annonce qu'il supprime des postes de RASED.

Fabrice Couégnas indique que, dans d'autres départements, on parlerait d'école à 2 vitesses mais dans notre département, compte tenu des suppressions de maîtres G dans les CMPP, ce sont ici des élèves qui seront laissés au bord du chemin. La réorganisation des RASED implique des RASED incomplets alors même que l'administration reconnaît la complémentarité des aides à travers les heures de synthèse statutaires.

Regroupement pédagogique communal de Guéret Annexe/Prévert : variation des montées pédagogiques et point sur les engagements pris :

Extraits du CTPD du 2 février 2010 :

« R.P.C. Guéret »

Regroupement Pédagogique Communal Prévert maternelle (Cycle 1), école Annexe (Cycle 2), Prévert Élémentaire (Cycle 3)

L'Inspecteur d'Académie propose la transformation de ces trois écoles en trois écoles d'application et de cycles avec pour objectif l'amélioration de la mixité sociale et la continuité de la prise en charge de la difficulté scolaire.

Le SNUipp23 qui a participé activement aux différents groupes de travail et a consulté les collègues des écoles concernés a confirmé son attachement aux objectifs visés par le projet mais a réaffirmé un certain nombre de dysfonctionnements dans la forme de « concertation » retenue :

- flou latent quant au porteur de projet : Inspection Académique, Mairie, volonté conjointe ?
- le projet a intégré très tardivement les enseignants de l'école Guéry pourtant directement concernés
- un seul projet a été présenté comme certain aux collègues concernés alors que l'inspecteur d'académie a présenté différentes variantes du projet aux organisations syndicales
- les collègues n'ont pas été informés (ou très tardivement) des modalités de mouvement pour les personnels
- aucune perspective démographique n'a été envisagée pour mesurer la crédibilité du projet sur le moyen et long terme : la répartition prévue des élèves reste très théorique par défaut de concertation avec les parents

Tout ceci dans un contexte particulier puisque l'école maternelle Champegaud a arbitrairement et sans concertation été fermée l'année dernière... et que le projet, dans les tuyaux de longue date, a toujours été caché ou masqué tant aux organisations syndicales qu'aux personnels concernés et ressort au grand jour à 15 jours d'une carte scolaire déplorable.

Le SNUipp a déploré l'absence totale d'information des parents d'élèves des écoles concernées pourtant les seuls à pouvoir assurer la réussite d'un tel projet. Il a également regretté la concentration du potentiel de formation sur un même regroupement réduisant de fait la diversité de l'offre.

Face à tant de précipitation et au manque de projection dans l'avenir, le SNUipp, après consultation de l'ensemble des collègues concernés, a voté contre ce projet.

VOTE : POUR : 13 (Administration + UNSA Éducation) ; CONTRE : 7 (FSU) »

La FCPE avait également voté contre lors du CDEN.

Le SNUipp-FSU rappelle sa position : la question de l'école ne peut pas se traiter entre « experts » : tout aménagement de l'organisation de l'école doit faire l'objet d'un véritable débat démocratique... A défaut d'une véritable concertation, les conséquences se font vite jour : sur le RPC de Guéret, ce ne sont pas moins de 7 postes qui ont été supprimés en 3 ans...

Direction d'école : quels critères d'attribution des moyens d'aide ?

Fabrice Couégnas fait remarquer que le DA organise également une véritable chasse aux décharges de direction : on est bien loin des engagements pris « en groupe de travail » pour l'aide à la direction d'école. Ce groupe de travail en est d'ailleurs resté aux constats.

Pas de réponse du DA

Formation des maîtres : quelle évolution ?

Lors du CDEN du 15 février 2010, interrogé sur le doublement du temps consacré à la coordination de la Formation continue, l'IA avait répondu « qu'il s'agissait d'avoir de l'ambition pour la formation, qu'il voulait accompagner les enseignants »

Pas de réponse du DA

Le SNUipp a rappelé les besoins d'ouvertures : Guéret Guéry : 113 élèves pour 4 classes ; Naillat : 83 élèves pour 3 classes ; Gouzon élémentaire : 110 élèves pour 4 classes ; Bonnat maternelle : 55 élèves pour 2 classes ; St Priest La Feuille : 103 élèves pour 4 classes ; Ajain : 127 élèves pour 5 classes ; Moutier Malcard : 74 élèves pour 3 classes ; Bonnat élémentaire : 95 élèves pour 4 classes ; Saint-Agnant : 94 élèves pour 4 classes ; RPI Soumans/Bord St Georges/Lavaufranche : 94 élèves pour 4 classes ; Saint Junien la Bregère : 21 élèves pour 1 classe

En conclusion, le SNUipp-FSU a dénoncé les incohérences et le caractère injuste du projet : l'ensemble des mesures de carte scolaire portent pour l'essentiel sur les élèves en difficulté et en situation de handicap, sur la maternelle, le remplacement. (A noter que le DA a créé 1 poste de remplaçant l'an dernier pour en supprimer 4 cette année)

Pour des effectifs très proches (2 élèves) une école a 2 classes de plus que l'autre... A effectifs « administration » identiques, l'un perd une classe l'autre pas...

La ruralité du département est niée (des motions de conseils municipaux confirment ce jugement). La suppression de 2 postes d'EMALA, vantés il y a peu par le même IA, la suppression des antennes et des postes de RASED, les fermetures de postes de maternelle dans le rural isolé vont amplifier cette « discrimination négative » des espaces ruraux.

On peut constater que les décisions prises vont à l'encontre des engagements pris dans les éléments de contexte proposés par le DA.

Bref, pour le SNUipp-FSU, la carte scolaire n'a pas été guidée par l'intérêt des élèves mais par des intérêts beaucoup plus obscurs sur lesquels nous souhaiterions avoir des explications...

Cette carte scolaire est assurément la plus injuste que notre département ait eu à vivre...

Pour le SNUipp-FSU 23 : Audrey Blé, Fabrice Couégnas, Alain Favière, Sandrine Gorgeon, Stéphane Picout